

**FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
CENTRE DE GESTION  
DE MAINE ET LOIRE**



**ARRETE n°- C22-07-51  
PORTANT INSCRIPTION SUR LES LISTES D'APTITUDE  
PAR VOIE DE LA PROMOTION INTERNE**

La Présidente du Centre de Gestion,

Le Code Général de la Fonction Publique Territoriale notamment ses articles L523-1 et L523-5,

Le Code des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 87-1099 du 30 décembre 1987 portant statut particulier du cadre d'emplois des **attachés territoriaux**,

Vu les propositions présentées par les collectivités,

Vu les lignes directrices de gestion en matière de promotion interne,

Au vu de la valeur professionnelle et des acquis de l'expérience professionnelle des agents, tels qu'ils relèvent des dossiers de proposition à la promotion interne, la Présidente,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Sont inscrits par voie de la promotion interne sur les listes d'aptitude ci-après énumérées, les agents dont les noms suivent :

**Liste d'aptitude à l'emploi d'Attaché territorial :**

<b>AUGEL Marie-Chantal</b>	<b>CHEMILLE EN ANJOU</b>
<b>BIBA Alice</b>	<b>CLERE SUR LAYON</b>
<b>CHEMINEAU David</b>	<b>MAULEVRIER</b>
<b>GUILLOU Arnaud</b>	<b>LONGUENEE EN ANJOU</b>
<b>MIDY Aude</b>	<b>LA POSSONNIERE</b>
<b>PAUMARD Jean-Charles</b>	<b>CANTENAY EPINARD</b>
<b>PELOIS Céline</b>	<b>SAINT MARTIN DU FOUILLOUX</b>

**ARTICLE 2 :** La validité de la présente liste sera de 2 années à partir de la date de son établissement.

Cependant, l'inscription est renouvelable 2 fois, sous réserve que les agents non recrutés durant cette période, fassent connaître avant le terme d'1 année, leur intention d'être maintenus sur la liste de l'année suivante.

Le décompte de cette période de validité sera suspendu éventuellement, dans les cas énumérés à l'article 44 de la loi n°84-53 susvisé.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté, peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de NANTES dans un délai de 2 mois à compter de sa publication. La juridiction administrative compétente peut notamment être saisie via une requête remise ou envoyée au greffe du tribunal administratif ou aussi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté sera :

- communiqué au représentant de l'Etat
- publié (insertion sur le site Internet du Centre de Gestion de Maine et Loire)

Fait à ANGERS,  
Le 01 Juillet 2022  
La Présidente

E. MARQUET

